

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 18

25^e année • mercredi 4 mai 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

FORTE MOBILISATION POUR LA FÊTE DU TRAVAIL



OLIVIER VOGELSANG

Des dizaines de milliers de personnes ont célébré le 1^{er} Mai organisé dans une cinquantaine de localités sur l'ensemble du pays. Cette édition a été marquée par le drame de la guerre en Ukraine et un appel à la paix et à la solidarité. Elle a aussi servi de vitrine à nombre de revendications syndicales dont une hausse générale des salaires et le refus d'AVS 21. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

1^{er} Mai: appel à la paix et luttes plurielles

Sonya Mermoud

Après deux éditions limitées par les restrictions sanitaires liées au Covid-19, la fête des travailleuses et des travailleurs a retrouvé cette année, dans la rue, toute sa vigueur et son allant. Toute sa veine militante et son volet convivial. Mais surtout toute sa raison d'être dans un contexte international pour le moins inquiétant marqué par la guerre à nos portes et ses conséquences tangibles sur le quotidien, par l'urgence climatique et les régressions sociales. Un cadre plombé pour des manifestations qui, au-delà des luttes syndicales en cours, ont reflété les craintes et la gravité de la situation actuelle, ayant encore conscience que la course aux armements ne rendra le monde que plus dangereux. Et n'amènera aucune solution durable. Bien au contraire. Célébrée dans une cinquantaine de villes de Suisse, fédérant plusieurs milliers de personnes,

cette journée aura ainsi non seulement servi de porte-voix aux revendications traditionnelles des organisations de travailleurs mais fait aussi écho à la tragédie qui se joue en Ukraine. Au cœur des mobilisations, la condamnation de l'invasion de ce pays par la Russie de Vladimir Poutine et un appel à la paix, au droit à l'autodétermination des peuples, et à la solidarité, idéaux portés par le mouvement ouvrier. Ces valeurs cardinales ont été largement exprimées, comme l'impérative nécessité d'aider les victimes de ce conflit et ses millions de réfugiés, mais aussi d'autres catégories d'exilés fuyant la violence. Et qui, injustement, ne bénéficient pas de la même empathie. Une inégalité de traitement pour le moins choquante. Au menu de ce 1^{er} Mai également, les préoccupations liées à l'inflation, aussi corollaire du bruit des armes, et à la flambée annoncée des primes d'assurance maladie. La baisse du pouvoir d'achat frappera en particulier les bas et moyens revenus. Seule une hausse générale des salaires permettra de contrer une précarité que la pandémie a déjà aggravée. Rien d'exagéré dans cette exigence, la revalorisation réelle des rémunérations restant attendue depuis longtemps avec des gains de productivité qui n'ont pas été répercutés sur les salariés, pourtant créateurs de ces richesses. La bataille engagée contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes a, elle aussi, lar-

gement mobilisé les troupes. Ce projet a été combattu par le lancement d'un référendum qui s'est soldé par la récolte de quelque 150 000 signatures. Trois fois plus que nécessaire. Un succès révélateur de la colère générée par la réforme AVS 21. A raison. L'égalité salariale n'est toujours pas concrétisée dans les faits. Les métiers dits féminins occupent la tête de liste des professions les moins bien rémunérées. Sans oublier les activités gratuites remplies tout au long de leur vie par les femmes entre l'éducation des enfants, les tâches domestiques, la prise en charge de parents âgés ou malades, et, dès lors, des temps de travail partiels qui les pénalisent gravement à l'heure de la retraite. Elles qui ne bénéficient de surcroît le plus souvent que du seul pilier de l'AVS. Misère programmée... Et ce n'est pas tout, d'autres attaques portées par le Parlement menacent encore de fragiliser la prévoyance vieillesse. Alors que les experts climatiques ont évalué à trois ans le temps restant pour inverser la courbe des hausses de température, l'impérative transition écologique a encore trouvé sa place dans les cortèges. Avec, à la clef, l'exigence d'une réduction du temps de travail sans perte de salaire. Une piste pour restreindre la pollution, favoriser un meilleur partage des emplois et un mieux-vivre largement mis en péril dans un monde qui, définitivement, marche sur la tête... ■

PROFIL



Silvia Giorgiatti, l'humain au centre.

PAGE 2

VENTE

Revaloriser les conditions de travail.

PAGE 3

VOTATION

Les raisons d'un refus à un plus large soutien à Frontex.

PAGE 5

VALAIS

Action en faveur d'une hausse des salaires des plâtriers-peintres.

PAGE 9

APPRENDRE À DEVENIR HUMAIN...

Le cœur bien accroché à gauche,
Silvia Giorgiatti a interrompu
ses nombreux engagements
pour se battre contre un cancer.
Rayonnante malgré l'adversité

Sonya Mermoud

«**T**ant qu'il y a de la vie, il y a... de la vie»: voilà la devise de Silvia Giorgiatti, 61 ans, rencontrée au lendemain d'une nouvelle séance de chimiothérapie à Yverdon. Solitaire, refusant de s'apitoyer sur son sort, cette citoyenne du monde comme elle se définit elle-même lutte depuis trois ans contre un cancer ovarien. Une maladie découverte au début de la pandémie de Covid qui l'a contrainte à quitter son travail de responsable administrative auprès de SolarXplorers, mais aussi nombre d'activités en résonance avec sa fibre sociale. Figure bien connue du monde associatif, ancienne présidente de la section yverdonnoise du PS et conseillère communale durant près de vingt ans, la jeune sexagénaire a cumulé les engagements. Avec, pour valeurs cardinales, son refus de l'injustice et la défense des personnes les plus défavorisées. «Celles qui ont moins de chance, celles qui ne bénéficient pas de reconnaissance. J'ai toujours eu le souci que chacun trouve sa place», complète Silvia Giorgiatti qui, durant ses études déjà, s'affirme sur le terrain de la militance, rejoignant la Jeunesse ouvrière chrétienne puis, plus tard, le Mouvement populaire des familles. Un positionnement découlant aussi de son histoire.

LE DROIT DE RESPIRER

Fille de parents italiens, la militante se remémore la dure vie de son père, bossant sur les chantiers, et le temps des baraquements. Sa maman, elle, travaille à son arrivée dans nos frontières comme fille au pair pour une famille de bijoutiers. La petite fille d'immigrés se rappelle le manque de considération à l'égard de sa famille et les réactions hostiles de ses camarades d'école. «J'étais alors la seule étrangère dans ma classe. On m'a fait comprendre que je ne me trouvais pas à ma place.» Une situation qui, sur fond des années Schwarzenbach, l'a conduite à effectuer une maturité commerciale bilingue. «Je pensais que nous ne pourrions pas rester dans

une Suisse qui exportait alors beaucoup de chômage.» C'est aussi les yeux pleins de larmes que Silvia Giorgiatti raconte un voyage effectué en Argentine, afin de retrouver des cousins éloignés partis d'Italie pour des raisons économiques. «Autant de racines arrachées, de familles disloquées, de sacrifices effectués pour permettre aux générations suivantes de bénéficier de meilleures conditions de vie.» De quoi remuer cette femme à la sensibilité à fleur de peau qui, à 50 ans, entreprendra une marche en solitaire de 21 jours, traversant plusieurs cantons helvétiques pour rejoindre le village natal de son père, Piateda, en Lombardie. Un voyage qu'elle qualifie d'initiatique... Aujourd'hui, s'attriste Silvia Giorgiatti, rien n'a changé: «Les migrations se poursuivent, générées par l'absence de perspectives, la violence et la guerre. Des flux utiles pour fortifier les populations d'accueil. Pourtant, les mêmes problèmes se répètent. Les mêmes souffrances sont portées par les nouveaux arrivants. La lutte doit continuer pour que chacun ait le droit de respirer. Il nous faut apprendre à devenir humain.» Un but ou plutôt une boussole qui orientera constamment les choix de Silvia Giorgiatti.

LE CLOWN, TOUJOURS PRÉSENT

En 2013, la militante explore un nouveau domaine caritatif, participant à la fondation de l'association Fil Rouge, Sainte-Croix. Cette structure réunit des clowns hospitaliers intervenant en duo dans des services institutionnels de gériatrie et de psycho-gériatrie. Silvia Giorgiatti n'hésite pas alors à se former à l'art des pitreries. Et, munie de son nez rouge, vêtue de robes rigolotes qui ne lui vont pas et de son chapeau orné d'une fleur jaune, se lance dans l'aventure. Avec l'idée «d'alléger les peines du monde» de son public. «J'étais lasse d'agir frontalement. J'ai opté pour une voie différente et cherché à amuser des résidents confrontés à des deuils permanents entre perte d'autonomie, de santé, de fin de vie... C'était magnifique de percevoir du bonheur dans des yeux éteints.» La maladie mettra toutefois aussi un terme à cet engagement,

contraignant Silvia Giorgiatti, mariée et mère de quatre enfants adultes, à consacrer son énergie à l'essentiel. «J'en dispose de beaucoup, un véritable don. Mais je dois la garder pour lutter contre le cancer et juste vivre au jour le jour. Le clown continue néanmoins à m'accompagner. Il joue sur les défauts, des points d'accès à l'humanité», souligne cette bat-tante, qui limite désormais ses tâches extérieures à celle menée avec l'association des Chiens du cœur.

MÈRE POULE ET MULET

«Je me rends avec ma chienne Lilou dans des institutions en charge de personnes vieillissantes en situation de

handicap mental. Mon border collie agit comme thérapeute», affirme Silvia Giorgiatti, formée à cette pratique, qui marche chaque jour deux heures avec sa compagne à quatre pattes. Et précise trouver aussi du sens à ce qui lui arrive. «J'ai suivi un enseignement en psychobio-généalogie. Selon cette dernière, la maladie résulte d'un conflit non résolu et c'est alors le corps qui s'exprime. Pour ma part, je dois apprendre à lâcher mes enfants au sens large, à faire davantage confiance aux autres, à moins m'impliquer, à ne plus tout porter. En bref, sortir du rôle de mère poule et de mulet», sourit Silvia Giorgiatti, qui assume néanmoins son hy-

peractivité passée. «J'ai cru dans toutes les démarches que j'ai entreprises, agi avec sincérité», revendique l'humaniste, inspirée par des personnalités comme Gandhi ou Martin Luther King. Aujourd'hui, cette optimiste de nature affronte son cancer avec un courage remarquable. Une force que Silvia Giorgiatti puise dans sa capacité à toujours rechercher de la lumière, même dans les pires moments de la vie, à y voir une opportunité. L'étoffe d'une grande dame qui, après avoir consacré toute son existence à aider les autres, livre le combat de sa vie... ■



Complicité et affection mutuelle. Membre de l'association des Chiens du cœur, Silvia Giorgiatti fait équipe avec Lilou, son border collie qui a vocation de thérapeute.

1 + 1 = 11
David Prêtre/Albedo



Fenêtre avec vue sur
la Terre.

RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL, AUGMENTER LES SALAIRES

Une quarantaine de délégués du commerce de détail d'Unia se sont réunis pour la conférence annuelle de branche sur le thème «Organisation et réduction du temps de travail dans la vente»

Aline Andrey

Le personnel de la vente veut que son travail soit reconnu parce que le commerce de détail est en plein essor grâce... à lui. Ce message de la Conférence de branche du commerce de détail d'Unia, tenue le 26 avril à Berne, est aussi limpide que ses revendications: une réduction de la durée du travail avec compensation intégrale du salaire, ainsi que des augmentations générales des revenus. Comme le souligne Unia, dans un communiqué, «rien qu'au cours des deux années marquées par le coronavirus, les détaillants ont réalisé des chiffres d'affaires élevés et augmenté la valeur ajoutée nette. Dans le même temps, l'emploi n'a que légèrement progressé, ce qui signifie que la productivité du travail est en hausse. Les salaires ont certes augmenté, mais nettement moins que la productivité.» Autrement dit, les salaires sont toujours plus bas que les gains de productivité. Plusieurs travailleuses, pendant la Conférence, ont partagé leurs inquiétudes quant à leur capacité à pouvoir continuer à œuvrer à ce rythme. «Il y a une densification du travail avec une

hausse de la flexibilité et de la polyvalence. Les petits moments pour souffler n'existent plus», souligne Anne Rubin, membre de la direction du secteur tertiaire d'Unia. «Les témoignages des vendeuses et des vendeurs sont éloquentes. Ils disent et redisent à quel point ils n'ont plus de vie. L'amplitude des horaires de travail est dénoncée. Le personnel commence très tôt et finit très tard. Comment dès lors concilier vie familiale et vie professionnelle?» Les militants ont dénoncé des journées interminables, les plannings de travail flexibles, les horaires décalés, les heures non comptabilisées, les pauses quasi jamais payées. «Les semaines de 40 à 50 heures ou les semaines de six jours sont monnaie courante dans le commerce de détail», souligne Unia. Cela au détriment de la santé physique et mentale des employés.

EMBAUCHER, UNE NECESSITÉ

«A l'augmentation de l'intensité du travail s'ajoute le renchérissement actuel de plus de 2%. Si aucune mesure n'est prise, beaucoup de familles risquent de perdre énormément de pouvoir d'achat. Les salaires doivent donc être rapidement révalorisés», ajoute encore le syndicat.



THÉRIER PORCHET

Les délégués ont évoqué les difficiles conditions de travail de la vente et réclamé une hausse des rémunérations.

Dans une résolution, les participants à la Conférence de la branche réclament par conséquent: une réduction de la durée de travail avec la compensation intégrale du salaire, et davantage d'effectifs pour atténuer l'augmentation des cadences; des pauses payées; des journées de travail moins longues; des samedis et des soirées libres sur une base régulière; la fin du vol des heures; la compensation du renchérissement pour tous et une augmentation générale des salaires au titre de la partici-

pation des employés à la bonne évolution économique. Pendant cette journée, des membres du syndicat belge CSC ont témoigné par visioconférence de leur grève chez Lidl, en 2018, puis en automne 2021. Grâce à leur mobilisation, les grévistes ont obtenu une amélioration concrète de leurs conditions de travail, avec notamment une augmentation des effectifs. Des ateliers ont ensuite permis de renforcer la formation des délégués quant à la manière d'aborder leurs col-

lègues qui craignent de s'exposer en se syndiquant. Anne Rubin ajoute: «Pour arriver à un taux d'organisation, comme chez Lidl en Belgique par exemple, les travailleuses et les travailleurs doivent surmonter leurs peurs, car le collectif est la meilleure protection qui soit.» ■

Le télétravail, cheval de Troie de la flexibilisation

Pour le chercheur Aris Martinelli, la pandémie a favorisé la flexibilisation du travail, la désarticulation et la platformisation des entreprises. Interview

Propos recueillis par Jérôme Béguin

Docteur en socioéconomie, Aris Martinelli est adjoint scientifique à la Haute école de gestion Arc de Neuchâtel. Selon ce chercheur, la pandémie a accéléré des mutations en œuvre dans l'économie et le monde du travail.

QUESTIONS RÉPONSES

Quelles nouvelles dynamiques la pandémie a-t-elle apportées à l'organisation des entreprises?

C'est un processus qui est en cours et qui n'a pas abouti, on peut donc parler de certaines tendances émergentes. La pandémie et, avant elle, la crise financière de 2008 ouvrent, à mon avis, une nouvelle période où l'on voit émerger une forme de fonctionnement se caractérisant par le prolongement de

l'organisation flexible des entreprises et du travail, qui était déjà en place depuis la période néolibérale des années 1980-1990.

Cette nouvelle période intègre aussi des formes de travail archaïques avec ce que l'on peut appeler la «platformisation» des organisations. Du côté de la flexibilisation, le télétravail est le nouveau prototype. En Suisse, ce travail à domicile occasionnel atteignait déjà 25% de la population active, il est passé à des pics de 45% durant les confinements, dont près d'un quart du personnel l'effectuait de manière régulière. Le passage au télétravail permanent pour une partie de la main-d'œuvre qualifiée du secteur tertiaire est une tendance lourde. On estime que, dans les prochaines années, les surfaces de bureaux vont diminuer de 20%. Le télétravail permet aux employeurs de réduire les coûts, de responsabiliser davantage les employés sur le contrôle des heures ou l'ergonomie du poste de travail. Il offre aussi une surveillance encore plus «scientifique» sur l'activité si l'on pense à l'utilisation de certains logiciels. La Suisse est encore au stade embryonnaire, mais l'on peut citer le logiciel *Arbeitsplatz Analytics* de Novartis, qui permet à l'entreprise de savoir combien de temps un collaborateur passe au téléphone, à répondre à ses courriels, à participer à des séances en ligne ou encore, et surtout, à ne pas faire ses tâches... Ces logiciels sont souvent présentés comme facultatifs, mais on sait qu'il est difficile individuellement de s'y opposer. A cet approfondissement de l'organisation flexible s'ajoute un retour de ce qu'on peut qualifier de logiques féodales portées par les plateformes comme Uber, dont la relation triangu-

laire entre plateforme, travailleurs et clients rappelle la distribution du travail marchande de l'époque précapitaliste. Le Covid a offert des conditions sociales favorables à leur développement par la consommation par internet, la disponibilité des salariés au télétravail et la crise de l'emploi.

Quelles sont les conséquences pour les conditions de travail des salariés?

La logique de plateforme implique le retour du paiement à la pièce, des salaires trop faibles, incitant à travailler longuement ou à cumuler les emplois, et une disponibilité temporelle accrue. C'est toute la lutte des travailleurs de Smood exigeant que l'attente des commandes soit considérée comme du temps de travail. Il y a donc une tendance à l'allongement du temps de travail à travers ce modèle, un transfert du risque entrepreneurial et du coût du matériel sur les travailleurs, qui ne disposent souvent d'aucune ou seulement d'une faible protection sociale. Avec le Covid, le risque est que cette logique s'applique de plus en plus aux entreprises traditionnelles, qui intègrent les outils numériques dans leur modèle d'affaires afin de rester concurrentielles en contribuant à déshumaniser les relations de travail. L'effet du télétravail est, quant à lui, ambivalent. Il y a une combinaison entre autonomie et précarisation propre aux organisations flexibles. L'effet positif pour certains travailleurs est la suppression des temps de trajet et la liberté, dans une certaine mesure, de choisir ses horaires, mais on voit qu'il y a également une disponibilité temporelle accrue et un brouillage entre le travail et la vie privée et sociale. On a plus de difficultés

à se débrancher du travail. Il y a aussi de nouveaux problèmes de santé liés à l'ergonomie du poste. Et la difficulté à concilier vie professionnelle et vie privée avec une potentielle exacerbation des divisions des tâches de genre. Et, pour finir, il faut noter l'absence de commission du personnel, de syndicat et d'inspection du travail à la maison.

Face à cette situation, quels défis doit relever le mouvement syndical?

Les tendances évoquées ne sont pas irréversibles, elles dépendent aussi du rapport de force et des luttes sociales, qui sont déjà en cours, y compris en Suisse, si l'on pense aux plateformes. Il y a des luttes qui paient avec la reconnaissance du temps de travail, l'augmentation des salaires, du passage du statut de faux indépendant à celui de salarié. Cependant, je pense que le Covid a exacerbé des problèmes existants du mouvement syndical en même temps qu'il en a posé de nouveaux. Il faut se demander comment reconstruire une politique syndicale dans un contexte de diminution des membres, de très faible présence syndicale dans les entreprises et, pour la Suisse, de paix du travail, qui limite les grèves et les oriente vers la négociation. Tout en sachant que, dans ce contexte de crise, les employeurs sont de plus en plus déterminés à restructurer sans négocier. Comment réinvestir les lieux de travail alors que ceux-ci se diversifient et se personnalisent? Comment apporter des thématiques syndicales hors des entreprises? Et comment les syndicats peuvent-ils devenir un outil nécessaire lorsque les salariés se mobilisent en dehors des entreprises? Par rapport aux dernières décennies, le contexte nouveau, c'est que l'on assiste

à un retour de la conflictualité sociale sur des thèmes traditionnellement syndicaux, par exemple le pouvoir d'achat ou le temps de travail, mais qui sont portés par des mouvements comme les Gilets jaunes ou, pour la Suisse, les grèves des femmes et pour l'avenir, mais aussi les travailleurs non syndiqués des plateformes. Comment combiner les revendications de ces mouvements à celles des syndicats?

Avez-vous des pistes par rapport à l'économie de plateforme et au télétravail?

Je crois qu'il faut écouter les salariés sur le télétravail et revendiquer le télétravail choisi. Pour les plateformes, je pense également qu'il ne faut pas diaboliser les technologies, mais voir comment ce secteur peut exister en dehors des logiques féodales, revendiquer un salaire décent et la protection sociale. Il faut prendre acte des changements provoqués par le Covid, des pratiques de consommation, des comportements des nouvelles générations et reconnaître la valeur de ce travail dans la société. Il faut que les travailleurs de ce secteur puissent vivre de leur emploi et donc bénéficier de bonnes conditions. Ce qui implique une rupture avec la logique et le modèle économique des managers pilotant ces plateformes. En raison de la masse des données numériques qu'elles gèrent et de l'importance de la livraison de repas, des colis ou de médicaments pour certaines personnes, on pourrait même imaginer que ces plateformes soient considérées comme des services publics et revendiquer leur organisation sur les plans local et public. ■



QUENTIN BACHUS/BACCHUSPROD.CH

WWW.EVENEMENT.CH

[illegible]

lecourrier.ch | 022 809 55 55

«GÉRER LES MIGRATIONS AUTREMENT QUE PAR LA PEUR»

Le 15 mai prochain, les référendaires invitent les citoyens à refuser l’augmentation de la participation de la Suisse à Frontex. Explications

Propos recueillis par Aline Andrey

«La violence, la misère et la mort sont devenues quotidiennes aux frontières extérieures de l’Europe. Les personnes réfugiées et migrantes sont privées de leurs droits, battues et expulsées. En tant que garde-frontières et garde-côtes européen, Frontex a sa part de responsabilité.» C’est, en résumé, par ces mots que les référendaires – composés de multiples organisations de soutien aux migrants, du Parti socialiste, des Verts, d’autres partis de gauche, des Eglises, ainsi que de mouvements écologistes et féministes – invitent les citoyens à voter «non» le 15 mai prochain à la «Reprise du règlement de l’UE relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes»; autrement dit refuser l’augmentation de la participation de la Suisse financièrement et en personnel à Frontex. L’agence européenne, fondée en 2004, a vu son budget annuel passer de 5 à 750 millions. Si le «oui» l’emporte dans les urnes, la contribution de la Suisse à Frontex passera progressivement de 24 millions en 2021 à 61 millions de francs d’ici à 2027. Une coopération inacceptable pour les référendaires qui dénoncent le manque de transparence de Frontex et ses violations des droits fondamentaux des exilés aux frontières externes de l’Europe. Son directeur, Fabrice Leggeri, décrié par la gauche du Parlement européen, vient d’ailleurs de démissionner. Vendredi 6 mai, une conférence intitulée «Frontex: quelle

politique aux frontières de l’Europe?»* se tiendra à Lausanne. Parmi les intervenants, Kiri Santer, chercheuse en migration à l’Université de Berne.

QUESTIONS RÉPONSES

Comment a évolué Frontex depuis sa création en 2004?

Kiri Santer: Cette agence est étroitement liée au développement de Schengen avec l’ouverture des frontières internes de l’Europe et, à l’opposé, un durcissement de ses frontières extérieures. Au départ, Frontex avait un rôle de coordination entre les Etats membres. Puis, à chaque changement de règlement, son budget, ses ressources en personnel et son autonomie n’ont cessé d’augmenter. Cette indépendance des gouvernements européens et suisse lui permet depuis 2016 d’acquérir son propre matériel, notamment des armes et du matériel de surveillance dont des drones. Or, l’agence fait face à des scandales à répétition pour ses violations des droits humains avec des refoulements illégaux, ou encore ses collaborations avec des gardes-côtes libyens, alors que les migrants refoulés dans ce pays subissent des détentions arbitraires et des tortures documentées depuis des années par les organisations de défense des droits fondamentaux... Un rapport – pas encore totalement rendu public –, mené par l’Office européen de lutte anti-fraude, montrerait la complicité de Frontex

dans ces refoulements aux plus hauts échelons de Frontex. Le Parlement européen a, pour l’heure, décidé de geler une partie de son budget.

Les tenants du soutien financier à Frontex estiment que la Suisse pourrait être exclue de l’espace Schengen en cas de non le 15 mai. Qu’en dites-vous? Il n’y a pas d’exclusion automatique en cas de non-reprise du développement de l’acquis de Schengen. Nous sommes d’ailleurs déjà hors délai, car celui-ci a été dépassé en octobre 2021, après le vote au Parlement. C’est une question éminemment politique et non juridique. Le débat restera ouvert, avec notamment une initiative parlementaire socialiste déjà déposée. Les partis de gauche se sont engagés à remettre l’ouvrage sur le métier dès le lendemain de la votation en cas de non. Ce référendum permettrait que le projet soit revu afin de demander des contreparties, comme des voies de migration sûres et légales. L’externalisation des frontières et les pratiques de Frontex contribuent depuis des années à l’érosion du droit d’asile, en rendant l’accès au territoire de l’UE toujours plus difficile.

Les sondages ne sont pas favorables au référendum... En effet, c’est toujours très difficile de gagner sur les thèmes liés à l’asile et à la migration. Or, l’élan de solidarité que je salue vis-à-vis des réfugiés ukrainiens montre qu’il est possible

de gérer les migrations autrement que par la peur. Sans hiérarchiser les souffrances, cette crise doit nous amener à nous interroger sur le racisme structurel qui caractérise la gestion des frontières de l’Europe. Pourquoi un réfugié afghan ou syrien ne bénéficierait-il pas du même traitement qu’une personne ukrainienne? Les voies de l’exil sont devenues de plus en plus violentes et difficiles. Plus de 2000 personnes meurent chaque année en Méditerranée, et on peine à dénombrer le nombre de victimes dans le désert du Sahara... ■

Plus d’infos sur: frontex-referendum.ch

* Vendredi 6 mai, à 19h, au centre socioculturel Pôle Sud, à Lausanne, Droit de rester, en collaboration avec Solidarité sans frontières, organise une soirée de discussion autour des enjeux de la votation sur Frontex et sur la nécessité de repenser la politique migratoire européenne, ainsi que le rôle de la Suisse dans celle-ci. Intervenants: Ada Marra, conseillère nationale, Parti socialiste; Kiri Santer, chercheuse en migration, Université de Berne; Guy Zurkinden, rédacteur du journal du SSP; Gouled Moussa Daher, réfugié somalien, interprète communautaire; Graziella de Coulon, militante pour le droit d’asile. Avec la modération de Sophie Guignard, secrétaire générale de Solidarité sans frontières. Entrée libre.

BRÈVE

L’ASILE AUSSI POUR LES DÉSERTEURS RUSSES

La Confédération devrait accorder l’asile aux déserteurs et aux opposants russes à la guerre. Une soixantaine de syndicalistes et de personnalités progressistes, dont la présidente d’Unia, Vania Alleva, ont lancé une pétition en ce sens. Adressée au Conseil fédéral et au Parlement, la pétition invite les autorités à «faire un geste important pour contribuer à arrêter la machine de guerre russe qui sème la mort et la destruction» en s’engageant de manière urgente à accueillir aussi les victimes russes du conflit et du «pouvoir dictatorial de Vladimir Poutine». Le texte évoque de «jeunes soldats que l’ordre militaire poutinien transforme, bien malgré eux, en tueurs» et des citoyens victimes de la «répression brutale de l’opposition à la guerre». Les pétitionnaires estiment que «la portée d’une telle annonce publique de la part du Gouvernement suisse ferait office d’incitation à la désobéissance face à un gouvernement inique». ■ **JB**

La pétition peut être signée sur: act.campax.org

POING LEVÉ

INÉGALITÉS

Par Jérôme Béguin

Aujourd’hui, la moitié des habitants de la Terre ne se partagent que 8% des revenus, tandis que 10% des plus hauts revenus s’en accaparent 52%. Les inégalités de richesses sont encore plus prononcées: la moitié la plus pauvre ne dispose que de 2% du patrimoine, à l’inverse, les 10% les plus riches en possèdent 76%. On trouve ces chiffres dans le *Rapport sur les inégalités mondiales 2022* récemment paru aux Editions du Seuil (496 pages, 24 euros). Coordinée par une équipe de chercheurs franco-américains, parmi lesquels l’économiste Thomas Piketty, auteur du *Capital au XXI^e siècle*, cette étude montre que ces inégalités qui caractérisent nos sociétés sont en augmentation presque partout depuis les années 1980 à la suite de programmes de libéralisation et qu’elles atteignent maintenant le niveau qui était le leur au début du XX^e siècle, soit à l’apogée de l’impérialisme occidental. Le travail de recherche indique que les inégalités sont étroitement liées aux injustices environnementales et de genre. Les femmes ne touchent qu’un tiers des revenus dans le monde et, au rythme actuel, il faudra un siècle pour atteindre la parité. Le rapport donne aussi des chiffres sur les inégalités des contributions au changement climatique, qui n’opposent pas simplement les pays riches aux pays pauvres. La moitié de la population la plus modeste des pays riches atteint en effet déjà les objectifs de réduction s’ils sont exprimés par habitant.

Relevons que les disparités de revenus et de fortune sont moins marquées sur le continent européen qu’ailleurs en raison d’une meilleure équité fiscale. Mais elles avancent tout de même gentiment. Il ressort ainsi de l’Enquête suisse sur la structure des salaires 2020, présentée fin mars par l’Office fédéral de la statistique, que les 10% des personnes les mieux payées ont vu, depuis 2008, leur rémunération augmenter de 11,8% pendant que les salariés appartenant à la classe dite moyenne se sont contentés de 9,3%. Autre source intéressante, celle de la Base de données suisse sur les inégalités de l’Institut de politique économique de l’Université de Lucerne (à consulter sur iwp.swiss), qui révèle que les 5% les mieux lotis captent 23,9% des revenus (chiffres de 2018). Genève est le canton romand le plus inégalitaire, 5% de ses résidents perçoivent 31,5% des revenus. Un siècle auparavant, en 1917, les inégalités étaient moins marquées, puisque les 5% les plus aisés se satisfaisaient de 16% au bout du lac et de 16,2% sur le plan suisse.

Il n’y a aucune fatalité, les inégalités sont le résultat d’un choix politique délibéré, comme le démontrent les rédacteurs du *Rapport sur les inégalités mondiales*. Il ne sera pas possible de répondre aux défis posés par le XXI^e siècle sans une forte redistribution des revenus et des patrimoines, à l’instar de celle qui a permis la construction de l’Etat-providence au XX^e siècle et des progrès qui lui sont liés, préviennent-ils. «L’histoire nous enseigne que les élites se battent pour maintenir un niveau extrême d’inégalité, écrit Thomas Piketty, mais qu’il existe, en définitive, un mouvement de long terme vers l’égalité, au moins depuis la fin du XVIII^e siècle, et il se poursuivra.» ■



La collaboration avec les gardes-côtes libyens en vue de refouler les migrants est l’un des nombreux scandales essuyés par Frontex. Et ce n’est qu’un exemple du durcissement aux frontières extérieures de l’Europe rendant les voies de l’exil de plus en plus dangereuses. Ci-contre, les restes d’une embarcation que SOS Méditerranée n’a pu secourir à temps le 22 avril 2021. Une année après, l’ONG a rendu hommage aux enfants, femmes et hommes morts en mer et dénoncé une fois encore l’inaction des autorités: «Aucune mesure positive n’a été prise pour empêcher que de telles tragédies ne se reproduisent.» Quelques jours après cet énième naufrage, le 27 avril 2021, des migrants avaient eu la chance d’être sauvés par le navire Ocean Viking.

PAIX, LIBERTÉ, SOLIDARITÉ!

Des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs ont célébré le 1^{er} Mai organisé dans une cinquantaine de localités sur l'ensemble du pays. Revendications et temps forts en Suisse romande

Sonya Mermoud

Paix, liberté, solidarité: voilà le slogan qui a réuni, ce dimanche, plusieurs milliers de manifestants venus célébrer le 1^{er} Mai – rien qu'à Zurich, ils étaient au nombre de 12 000. Le mot d'ordre retenu a fait largement écho à la guerre en Ukraine, figurant au cœur de l'élan exprimé lors des rassemblements. «Les militants syndicaux ont appelé à ce que les réfugiés de la guerre trouvent en Suisse une terre d'accueil et que notre pays fasse son maximum pour soutenir la population civile en Ukraine», a précisé l'Union syndicale suisse dans un communiqué, insistant sur l'importance d'un engagement en faveur de la paix et de la solidarité entre les travailleuses et les travailleurs, au-delà des frontières. Même impératif mis en avant par Unia qui a en outre regretté le traitement différencié de Berne à l'égard des exilés non européens. «La Suisse applique deux poids et deux mesures», a dénoncé le syndicat également dans un communiqué, appelant la Confédération à offrir les mêmes chances à toutes les personnes en quête de protection et de sécurité. Si le conflit à nos portes a largement été évoqué lors de cette Fête du travail, la journée a aussi servi de miroir aux re-

vendications typiquement syndicales avec le rappel des combats en cours.

ATTQUES CONTRE LES RENTES

Parmi les batailles à livrer, celle en faveur de la prévoyance vieillesse. «En 2022, le modèle suisse des trois piliers aura 50 ans. Mais il n'y a pas grand-chose à fêter en cette année de jubilé. La moitié des nouveaux retraités doivent se débrouiller avec moins de 3500 francs par mois. Les femmes reçoivent en moyenne un tiers de rente en moins que les hommes», a commenté Unia, fustigeant les différentes salves contre les rentes du Parlement, «sous l'influence des employeurs, des banques et des assurances». «La Suisse votera jusqu'à sept fois sur la prévoyance vieillesse au cours des prochains mois. La première attaque réelle est concrétisée par le projet AVS21, réforme qui se fait surtout au détriment des femmes.» Vania Alleva, présidente d'Unia, a donc misé sur la victoire de cette votation – le projet a été combattu par référendum –, «car la question qui se pose en fin de compte est de savoir si les personnes à revenu normal et faible pourront à l'avenir s'en sortir décemment avec leur retraite». Autre lutte cruciale à gagner, celle portant sur une augmentation générale de salaires réels.

Une hausse jugée d'autant plus nécessaire que le renchérissement du coût de la vie s'élève à plus de 2%, sans oublier des primes d'assurance maladie qui vont prendre l'ascenseur. Cette situation va peser lourdement sur le budget des ménages.

IMPÉRATIF BESOIN DE RATTRAPAGE

«Sans compensation, les familles risquent une perte de salaire réel de 2200 francs et une perte supplémentaire du pouvoir d'achat de 1000 francs due à la hausse des primes maladie.» Dans ce contexte, Unia va exiger une revalorisation des rémunérations, estimant que la situation économique le permet. «Les augmentations de productivité n'ont pas été répercutées sur les travailleuses et les travailleurs. C'est pourquoi il y a un grand besoin de rattrapage, en particulier pour les bas et moyens revenus», a souligné Nico Lutz, membre de la direction d'Unia et responsable du secteur de la construction. Et le syndicat d'ajouter: «Entre-temps, de nombreux secteurs se sont complètement remis de la crise et connaissent un boom. C'est ce que montrent entre autres la baisse du taux de chômage et le manque de personnel dans diverses branches.» ■

Valais une fête au vert

Textes et photos Aline Andrey

«L'appel du 1^{er} Mai dépasse nos frontières, car pris dans des conflits, nombre de nos collègues se battent pour leur survie, la paix, le droit à l'éducation, à l'accès au travail. Une paix universelle et durable n'est envisageable que sur la base de la justice sociale: ce principe figure dans le préambule de la création de l'OIT.» C'est par cet élan de solidarité que Francine Zufferey, présidente de l'Union syndicale valaisanne (USVs) et secrétaire syndicale d'Unia Valais, a introduit les discours du 1^{er} Mai à Sion. Dans la verdure du couvert des lles, lieu privilégié lorsque la fête des travailleuses et des travailleurs tombe un dimanche, plus d'une centaine de personnes étaient présentes à la mi-journée pour écouter les discours, goûter aux spécialités culinaires de l'association Rajo («espoir» en somali) qui

soutient des projets locaux en Somalie, avant de danser sur les airs du groupe The Soul'd Out. Le conseiller d'Etat Mathias Reynard, ancien président de l'USVs, a convoqué le passé en replongeant dans le journal *Le peuple valaisan* du 1^{er} mai 1927 où il était écrit en substance, qu'il fallait savoir examiner la besogne accomplie, en distinguer les erreurs et se préparer à les corriger, ainsi que déterminer «la tâche immense que les organisations ouvrières ont encore à accomplir pour atteindre l'idéal de paix, de solidarité et de bonheur pour chacun». Près d'un siècle plus tard, ce sont les valeurs de paix, de liberté et de solidarité qui résonnent d'autant plus fort que la crise ukrainienne est à nos portes. Comme l'a expliqué le socialiste, «la Suisse et le Valais doivent être à la hauteur de leur tradition humanitaire». Et d'énumérer l'accueil de quelque 1500 personnes dans le canton, dont une majorité de femmes et d'enfants, mais aussi l'importance de l'égalité de traitement avec les autres personnes «fuyant la guerre ou la pauvreté». «L'exil est toujours un déracinement. Les syndicats le savent, car ils sont étroitement liés aux migrations italiennes, espagnoles, portugaises, balkaniques...» L'occasion pour Mathias Reynard de revenir sur les avancées sociales pour lesquelles il s'est battu telles que

fonds pour les familles et des subventions à l'assurance maladie, ou encore une hausse de 1000 francs par an pour le personnel soignant de l'Hôpital du Valais... Il a évoqué aussi les luttes à venir telles que l'introduction d'un badge électronique pour combattre le travail au noir, l'élaboration d'une CCT pour les employés des EMS et des CMS, et l'augmentation des allocations familiales... Le conseiller national, Emmanuel Amoos, a ensuite évoqué le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'opposition à AVS21, au «projet immonde LPP21» et à celui intolérable de l'abolition de l'impôt anticipé... Après le repas, Blaise Carron, secrétaire régional d'Unia Valais, a rappelé que la pandémie a encore empiré la situation des travailleuses et des travailleurs notamment dans le secteur des services comme l'hôtellerie-restauration ou les travailleurs de plateforme. Citant Marx – «L'histoire ne fait rien, c'est l'homme, réel et vivant, qui fait tout» – il a appelé à «dépasser l'ordre du constat et ne pas attendre que la situation devienne plus favorable au monde du travail naturellement...» Et d'inviter «ses chères et chers camarades à accompagner nos collègues maçons le 25 juin à Zurich», à se mobiliser pour une 13^e rente AVS et à renforcer le premier pilier avec une partie des milliards de bénéfices annuels de la BNS. La présidente du personnel des locomotives SEV, Hanny Weissmüller, a quant à elle vivement les économies qui se font «sur le dos des employés» et non des actionnaires. Elle a appelé aussi à «des idées innovatrices» pour construire une Suisse qui puisse «de nouveau être fière d'un système qui assure la sécurité financière de chaque citoyen.» ■

plus en plus, et de plus en plus vite, avec toujours plus de pression. Or, le syndicat est très important, car c'est seulement grâce aux luttes que les choses peuvent changer. Les améliorations, comme certains le pensent, ne sont jamais obtenues automatiquement. C'est toute une histoire de négociations avec le patronat qui, en ce moment, prend pour excuse le coût des matières premières, pour ne pas augmenter les salaires. L'important, c'est que les travailleuses et les travailleurs se syndiquent en masse, pour avoir plus de pouvoir et de crédibilité.» ■

FEDERICO NAPOLI, ARCHITECTE

«Ce 1^{er} Mai a un goût particulier car, après deux ans de pandémie, on peut enfin se réunir comme on veut. C'est important de poursuivre les luttes syndicales et de transmettre aux jeunes générations des

valeurs, telles que la liberté d'expression, de réunion, ou encore la solidarité envers les peuples victimes de la guerre, entre syndicats et entre les travailleuses et les travailleurs. Le dialogue entre nous tous est essentiel pour discuter d'un futur très incertain en ce moment. Entre autres combats, le 14 juin, il faudra répéter que l'égalité doit être enfin respectée. Je crois aussi que le nombre d'heures de travail doit diminuer, pour réduire les maladies et les burn-out.» ■



Genève reprendre le combat syndical

Belle ambiance à Genève où quelque 3500 personnes ont participé au 1^{er} Mai. Parti de la place Lise-Girardin, le cortège a passé le pont du Mont-Blanc au son des tambours féministes, traversé les Rues-Basses pour finir à la salle communale de Plainpalais. Comme à l'habitude, les ramoneurs auraient le défilé syndical dont le gros tronçon d'Unia se détachait. Le Bloc révolutionnaire fermait la marche accompagné d'un camion «Baby-Bloc anti-caca-pipitaliste» sur lequel des

enfants soufflaient des bulles de savon et lançaient des confettis. Cette année, le comité d'organisation n'a pas déposé de demande d'autorisation afin de protester contre les entraves au droit de manifester. Si, durant le parcours, quelques vitrines ont été taguées, aucun incident n'est à déplorer. Relevons que l'entrée du siège de la Fédération des entreprises romandes avait été barbouillée à la veille du week-end, action revendiquée par un «Groupe Louise Michel» dénonçant la paix du travail et la «posture défensive», appelant à «ouvrir de nouveaux fronts» et à «attaquer la bourgeoisie». «Il faut nous remobiliser, reprendre le combat syndical» ont justement lancé à la salle communale Xavier Henauer pour Unia et Ana Paula Ferraz pour le SIT dans un discours syndical prononcé à deux voix. Les deux syndicalistes ont notamment plaidé pour la réduction du temps de travail, «une revendication syndicale historique et fondamentale». «Il faut reprendre le cours de l'histoire, stoppé net il y a trente ans. Réduire la durée de travail, c'est non seulement mieux partager les gains de productivité, c'est aussi mieux partager le travail lui-même. C'est créer de l'emploi, à l'heure où des milliers d'entre eux sont en train de disparaître ou menacés de l'être», a dit la militante du SIT. Il y a aussi «urgence à protéger la liberté d'expression et d'organisation syndicale au sein des entreprises, urgence démocratique à mieux protéger les salariés contre les licenciements», a, de son côté, souligné le président d'Unia Genève. La manifestation s'est conclue par des concerts et autour d'un verre. ■ JB



Transjurane pour un monde viable

Amoutier, la Fête du travail a réuni plusieurs centaines de personnes dans un cortège qui a défilé dans les rues de la ville pour rejoindre la Société Halle. A la tribune, le jeune élu Vert du Parlement local prévôt, Léonard Paget, a notamment souligné que la bataille pour l'écologie ne devait pas se mener au détriment des classes populaires et que, face aux défis environnementaux, le «modèle capitaliste n'est pas viable à long terme». Pour sa part, l'infirmière jurassienne Fanny Portenier a rappelé que «la marchandisation de notre système de santé ne peut plus continuer». Elle a plaidé l'urgence d'agir pour la revalorisation des salaires du personnel de santé et pour des conditions de travail acceptables. ■ PN

Fribourg non au travail jusqu'à la mort



«Travailler jusqu'au tombeau: 65 ans c'est toujours Non!»: Célébrée la veille dans les rues de Fribourg, la Fête du travail a permis à plus de 250 participants de manifester leur ferme opposition à AVS21 au travers d'une action symbolique. Un cortège qui s'est déroulé dans une joyeuse ambiance de retrouvailles après les limitations antérieures dictées par la pandémie. Le rassemblement aura aussi fait la part belle à des prises de paroles de militants syndicaux exposant les autres luttes en cours notamment dans le secteur de la construction et sur le front des salaires. ■ SM

Vaud défis sociaux pluriels



Sonya Mermoud

Venus de Lausanne mais aussi d'Yverdon, de Nyon, de Vevey et de la vallée de Joux, plus de 500 participants ont défilé dans les rues de la capitale vaudoise réunis sous les bannières syndicales, des partis de gauche et d'associations et groupements divers. Un cortège haut en couleur, musique et revendications plurielles. Sur la place de la Riponne, point de départ du rassemblement, différents orateurs se sont succédés. Ouvrant les feux, Arnaud Bouverat, secrétaire régional d'Unia Vaud, a souligné que le monde espéré de l'après-Covid ne s'est pas réalisé, estimant plus impératif que jamais l'appel à la paix, à la liberté et à la solidarité lancé par les organisations de travailleurs sur fond de guerre en Ukraine. Un credo repris par Bouunour Benmenni, président d'Unia Vaud, qui a élargi son intervention aux luttes sociales en cours. «Dans notre pays, l'importante Convention nationale de la construction doit être renouvelée et améliorée d'ici à la fin de cette année, mais la Société suisse des entrepreneurs balaie toute amélioration et envisage un vide conventionnel», s'est-il indigné, annonçant la manifestation prévue le 25 juin prochain à Zurich pour protester contre cette situation. Un combat qui ne se limite pas à ce secteur. «Il est aussi celui de nombreux autres collègues dont les conditions de travail sont en cours de négociation, comme dans l'industrie des machines, celle horlogère, le second œuvre romand et le commerce de détail.» Et l'homme d'insister sur une nécessaire revalorisation des salaires face à des gains de productivité injustement redistribués, l'inflation et la flamée prévue des primes maladie. Une revendication concernant aussi le domaine de la santé. Vanessa Deroche, du SSP, a relayé la colère des soignants confrontés aux mesures d'économies dans la branche. Cette infirmière, responsable d'unité, a illustré la problématique en mentionnant sa paie: 4300 francs pour

une activité à 80%. Et a invité la foule à scanner un «personnel surmené, patients en danger». La tribune improvisée a servi encore à la défense de différentes causes comme l'introduction d'un salaire cantonal minimum, d'un congé parental ou le plafonnement des hauts revenus. Hérissé de drapeaux et de pancartes, barré de banderoles, le défilé s'est mis ensuite en marche en musique avant de procéder à une nouvelle halte. Un arrêt qui aura permis à Aurélien Baud, de la Grève du climat, d'alerter sur la situation environnementale. «Le tableau s'assombrit jour après jour. Il nous reste deux ans et onze mois pour inverser la tendance», a averti en substance le jeune homme, avant d'évoquer, dans un discours sensible, des pistes afin de sortir de l'impasse productiviste. Il a entre autres mis l'accent sur l'exigence de se réinventer et de construire des alliances pour une justice climatique et sociale. Marie-Odile Heim, de la Grève féministe, s'est concentrée pour sa part sur la lutte contre AVS21. Cette infirmière au chômage de 60 ans – alors que la demande en personnel est pourtant élevée dans le domaine – a lancé un «cherchez l'erreur...». Et a suggéré aux hommes de se mobiliser avec les femmes pour que l'âge de la retraite ne soit pas, demain, relevé à 66, voire 67 ans. Virginie Zürcher, de Syndicom, a clôturé les allocutions, appuyant notamment, en ces temps troubles, sur une indispensable liberté de la presse. Avant d'inviter l'assemblée à œuvrer ensemble pour davantage de solidarité. Si Walter, un ressortissant d'Uruguay croisé dans le cortège, voit dans le 1^{er} Mai la possibilité d'extérioriser nombre de revendications, il déplore que «l'unité affichée souvent ne se concrétise pas dans la réalité». «Il faudrait nommer des ambassadeurs animés d'un esprit de négociations pour tisser des liens entre les groupes.» Le 1^{er} Mai s'est terminé par des moments de convivialité et des animations dans les jardins du casino de Montbenon. ■

Neuchâtel union sacrée



Mobilisation marquée pour le 1^{er} Mai dans le canton de Neuchâtel. Selon le décompte des organisateurs, 400 personnes ont défilé à La Chaux-de-Fonds derrière la banderole «Proletaires de tous les pays, unissez-vous», tandis que 200 manifestaient à Neuchâtel et Fleurier. Avec la soirée de samedi à la salle Ton sur Ton de la Métropole horlogère, où le public a assisté à des concerts et un spectacle de Thierry Meury, le week-end militant a rassemblé plus de mille personnes. Dans le Val-de-Travers,

Martine Docourt, co-présidente des Femmes socialistes suisses, a fustigé l'élévation de l'âge de la retraite. «Que le camp bourgeois se le dise: nous ne lâcherons rien! Et nous ferons échouer AVS21 qui veut se faire sur le dos des travailleurs et des femmes», a lancé la députée. La gauche et les Verts ont aussi profité du 1^{er} Mai pour défendre l'initiative du POP «Pour une fiscalité équitable», qui propose d'augmenter l'impôt des personnes possédant plus de 500 000 francs de fortune. ■ JB

POUR UN PLAN D'URGENCE DÉMOCRATIQUE, ÉCOLOGIQUE ET SOCIAL

Une plateforme d'actions citoyenne baptisée «AG!SSONS» voit le jour avec pour objectif de lancer une série d'initiatives

Propos recueillis par Aline Andrey

Les initiatives écologistes et citoyennes fleurissent en ce printemps. Des actions de désobéissance civile internationale de *Renovate Switzerland* qui a bloqué déjà une autoroute à Lausanne et le pont du Mont-Blanc à Genève, la création de l'association fribourgeoise Architectes pour le climat, ou encore l'appel à une amnistie générale pour les centaines de militants du climat en procès par le réalisateur Frédéric Choffat. Une nouvelle plateforme d'actions citoyenne baptisée «AG!SSONS» voit également le jour en commençant par un appel pour un plan d'urgence démocratique, écologique et social. Entretien avec l'un de ses initiateurs Steven Tamburini, ancien gréviste du climat.

QUESTIONS RÉPONSES

Pourquoi cette plateforme maintenant et avec quels objectifs?

D'après le dernier volet du 6^e rapport du GIEC: il faut agir maintenant! «AG!SSONS» souhaite rassembler toutes les personnes désirant des réponses immédiates



OLIVIER VOGELSANG

Lors de la Grève pour l'avenir, le 9 avril dernier, Steven Tamburini a lancé l'appel et présenté brièvement la plateforme «AG!SSONS».

et ambitieuses afin de faire face à la triple urgence démocratique, écologique et sociale. En coélaborant et évaluant toute une série de mesures concrètes par une consultation populaire, nous proposerons le lancement de vagues d'initiatives, c'est-à-dire plusieurs initiatives populaires en même temps, afin que ces thématiques soient désormais au centre des débats médiatiques et politiques. Les intérêts économiques dominants dictent l'agenda et déforment ainsi complètement les enjeux, nous entraînant droit dans le mur! Par cette démarche, nous souhaitons également expérimenter des méthodes et des outils du «community organizing»* ou de l'éducation populaire. Elles offrent de réelles possibilités d'organisation collective et la construction de contre-pouvoirs citoyens conséquents. Notre appel pour un plan d'urgence démocratique, écologique et social est la première base.

Comment créer un élan citoyen?

Il faut adopter une posture humble et curieuse, s'intéresser aux luttes victorieuses, d'ici et d'ailleurs, apprendre de leurs succès et de leurs erreurs. Comment s'organisent-elles? Quels outils ont-elles mobilisés? Comment font-elles pour

croître rapidement? C'est ce que nous avons fait, pendant plusieurs mois. Ça peut paraître trivial, mais tout commence en se voyant, en discutant et, surtout, en allant à la rencontre des gens au quotidien, pour ne pas rester dans un entre-soi. Puis, se rassembler sur des objectifs communs, par un projet concret, les réaliser en plusieurs étapes, afin d'obtenir rapidement des victoires concrètes qui amènent confiance et pouvoir collectif. De là, il faut construire de nouvelles formes et intensités de conflictualité (souvent par la créativité!) qui permettent la remise en question des logiques économiques et politiques hégémoniques, ainsi que placer les dominants face à leurs contradictions. Bien sûr, la formule magique n'existe pas, et il faut aussi un peu de chance. Des éléments improbables font qu'une lutte peut croître exponentiellement, alors qu'elle était très minoritaire pendant des années. Les exemples de la Grève du climat et de la grève féministe sont parlants.

L'outil démocratique de l'initiative n'est-il pas trop lent face à la catastrophe climatique en cours?

Les initiatives populaires ne sont pas seulement conçues comme des finalités, mais aussi comme des moyens de se rassembler et de fédérer un large réseau, coconstruire et proposer un projet alternatif de société, contraindre les médias et les élus à répondre à nos mesures, réaliser de la pédagogie politique de manière décentralisée et à large échelle... Ce sont déjà des victoires politiques! Et une préparation pour agir à l'avenir sur le cours des événements.

Nous pensons qu'utiliser les initiatives populaires permet de mettre immédiatement nos préoccupations au centre du débat et d'obliger les politiques à se positionner. Lors de mes expériences, j'ai observé une immense inertie – voire même un certain conservatisme – au sein des partis et des organisations traditionnels. Les gens sont

souvent alignés sur 99% de leurs positions, mais le 1% les divise et retient leur attention. Je crois qu'il faut accepter que rien n'est jamais parfait (ce qui nous ferait aussi gagner beaucoup de temps), et dans l'urgence actuelle, avancer avec toutes celles et ceux qui sont alignés sur 66%, autrement nous serons une force réduite à l'impuissance collective. Dans tous les cas, je reste convaincu qu'un changement d'ampleur sans précédent sera nécessaire pour faire face aux enjeux de la catastrophe écologique.

Avec la Grève du climat, la grève féministe, la Grève pour l'avenir, Extinction Rebellion et d'autres collectifs... N'avez-vous pas peur d'une confusion ou d'une dispersion des forces?

Chacun de ces mouvements est différent et singulier, que ce soit dans leurs revendications, leurs manières de s'organiser, leurs méthodes d'action, leur composition, etc., même s'ils partagent, dans les grandes lignes, la nécessité d'une bifurcation écologique et sociale. Plusieurs des personnes à l'initiative de cet appel font ou ont fait effectivement partie de ces mouvements, mais nous ne désirons pas les éclipser, encore moins les remplacer, bien au contraire. Il faut plutôt voir la démarche d'«AG!SSONS» comme un outil dont les mouvements sociaux, toutes les personnes et les organisations peuvent se saisir pour provoquer un électrochoc médiatique et politique. Nous la concevons comme une plateforme d'actions citoyenne, politique et apaisante. Si nos premières expériences seront vaudoises, l'ambition est nationale, et nous avons déjà une stratégie pour se propager exponentiellement et s'organiser partout en cercles locaux. ■

* organisez-vous.org/guide-organisation-collective

L'appel pour un plan d'urgence démocratique, écologique et social sur: agissons-ch.org

BRÈVES

GENÈVE LE CLIMAT À L'ÉCOLE

Pour faire face aux défis environnementaux, le Collectif des enseignants pour le climat et l'association écologiste Noé21 organisent une soirée de discussion sur la thématique «Repensons l'école, des idées aux actes». Cette rencontre, qui se déroulera le mercredi 18 mai de 18h30 à 20h30 à l'espace culturel Fooound, rue Jean-Dassier 7 à Genève, sera articulée autour de huit ateliers: pédagogie par la nature, éducation éco-citoyenne, bâtiments scolaires et énergie, programmes scolaires et durabilité, formation initiale et continue dans l'urgence climatique, conditions de travail et liens avec les syndicats, orientation professionnelle et transition et projets interdisciplinaires. L'idée est de réfléchir à la manière dont l'école peut s'adapter et agir face à la nécessité de changer de modèle de société. Rappelons que, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, il ne reste que trois ans pour entamer une réduction des gaz à effet de serre afin de limiter la hausse des températures à 1,5 °C comme prévu dans l'Accord de Paris 2015. L'entrée est libre. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire à l'atelier choisi avant le 12 mai auprès de: info@noe21.org. ■ **SM**

SUISSE ROMANDE LA NATURE CÉLÉBRÉE

Pour sa 11^e édition, la Fête de la nature invite petits et grands à découvrir la biodiversité des territoires romands, des vergers aux toits végétalisés, des étangs aux bordures de route. Quarante communes participent à dévoiler ces écrins de nature pour mieux les protéger. Du 18 au 22 mai, plus de 250 activités sont proposées. Au programme, entre autres merveilles: écouter le chant des grenouilles ou les sons des petits habitants des sols; partir à la découverte des orchidées ou des champignons; rencontrer des chauves-souris, des faucons crécerelles, des marmottes, des castors ou encore des escargots; fabriquer un nichoir ou des instruments de musique en légumes, cuisiner des plantes sauvages, écrire dans la nature, nettoyer une forêt, se balader avec des chèvres ou tout simplement faire un bain de forêt... ■ **AA**

Le programme sur: fetedelanature.ch

LAUSANNE IMMERSION DANS DES ATELIERS D'ARTISTES

Du 21 au 22 mai, Aperti invite les curieux à entrer dans les coulisses de la création. Pour cette 16^e édition, 59 artistes de Lausanne et alentours ouvrent leurs ateliers de peinture, dessin, photographie, sculpture, gravure, installation, vidéo... L'occasion de découvrir les œuvres et l'intimité des créateurs. En préambule, une table ronde se déroulera le 18 mai sur le thème des «interférences entre art et écriture». Et, dès le 2 mai, une campagne d'affichage avec des images des créations de chacun poétisera les rues de Lausanne. ■ **AA**

Le programme sur: aperti.ch

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique.

Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

Guichets: De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

GRUPE D'INTÉRÊTS DES RETRAITÉS

Assemblée

Faisant suite à notre séance de comité du 3 mars, notre prochaine assemblée aura lieu le **jeudi 5 mai de 14h30 à 16h** au secrétariat d'Unia Neuchâtel, salle du 1^{er} étage. Ordre du jour:

1. Salutations et accueil.
2. Notes de décisions du 3 mars, lecture sur place et approbation.
3. Prochaines réunions – comité des retraités d'Unia région Neuchâtel (dates), course annuelle cantonale en juin, comité des retraités Unia région Neuchâtel (visite usine + repas), liste actions ponctuelles (rencontres + repas), Comité des retraités région Neuchâtel (repas Noël).
4. AVS – campagne AVS et prévoyance, 1^{er} octobre, Neuchâtel.
5. Proposition de visites aux membres Unia dans Ems.
6. Assurance-maladie et subsides.
7. Conférence nationale des retraités, Comité romand, etc.
8. Divers (15 mai, introduction d'un impôt solidaire, canton de Neuchâtel).

TRANSJURANE

HORAIRES

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h. Jeudi, permanence administrative, de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS SYNDICAT

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

PERMANENCES DU SOIR

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi: de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

Mercredi de 8h30 à 11h30.

Jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil sans-emploi.ch. L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

«UN MANQUE DE CONSIDÉRATION DES EFFORTS DES SALARIÉS»

Des syndicalistes d'Unia se sont invités à la rencontre de l'Association valaisanne des maîtres plâtriers-peintres pour réclamer une hausse des salaires des ouvriers. Des rémunérations qui stagnent depuis dix ans

Sonya Mermoud

Comité d'accueil inattendu pour les délégués patronaux de l'Association valaisanne des maîtres plâtriers-peintres (AVMPP). Vendredi dernier, des syndicalistes d'Unia les attendaient sur le lieu de leur assemblée annuelle, tenue à Martigny. Ils ont déployé une banderole imprimée d'un «Fête pour les patrons, blocage salarial pour les ouvriers» et ont remis des tracts à la cinquantaine d'arrivants. Cette action, précise Serge Aymon, responsable du second œuvre d'Unia Valais, a généré des réactions «surprises et mitigées». But de l'opération: dénoncer des rémunérations qui n'ont pas évolué dans la branche. «Cela fait dix ans que les salaires stagnent et que les gains ne sont plus redistribués, s'indigne le syndicaliste. Cette attitude ne témoigne pas seulement d'un manque de considération pour les efforts des salariés qui ont notamment travaillé sans relâche pendant la pandémie et qui n'ont pas eu accès au télétravail: elle alimente aussi la guerre des prix qui encourage la sous-enchère salariale et la sous-traitance en cascade. Cela au détriment des entreprises locales et des salariés.» Une situation jugée d'autant plus inadmissible que le secteur tourne à plein régime.

CARNETS DE COMMANDES PLEINS

«La branche est florissante. C'est l'euphorie, avec des carnets de commandes pleins. Il y a des montages de travail, au point tel qu'il

manque du personnel.» Dans ce contexte, le syndicat estime que les négociations salariales de cet automne doivent déboucher sur une compensation intégrale de l'inflation et une hausse des rémunérations réelles. Il en va, selon lui, de l'attractivité des métiers du second œuvre romand et de l'avenir de quelque 22 000 travailleurs. «Le tarif horaire minimum d'un plâtrier-peintre qualifié s'élève actuellement à 29,30 francs», chiffre au passage Serge Aymon, précisant encore que l'intervention du syndicat a visé à préparer le terrain des pourparlers. Le collaborateur d'Unia note encore que l'AVMPP, une année après sa fondation en 1938, avait pourtant fait preuve d'un esprit pionnier et innovateur, signant la première Convention collective de travail (CCT) du second œuvre valaisan. «En concluant un accord pour une redistribution équitable entre patrons et travailleurs, les fondateurs avaient montré à l'époque leur ouverture au partenariat social. Or, aujourd'hui, force est de constater qu'il ne reste malheureusement pas grand-chose de cet esprit.» Et Serge Aymon de regretter que l'AVMPP se range désormais «dans l'aile conservatrice des entreprises signataires de la CCT du second œuvre romand en s'opposant systématiquement à toute revalorisation des conditions de travail». ■



La visite surprise d'Unia s'est accompagnée d'une distribution de tracts aux délégués patronaux.

Smood donne d'une main pour reprendre de l'autre

Jérôme Béguin

Comme disait l'autre, les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent... C'est, semble-t-il, malheureusement le cas chez Smood. Selon Unia, la société de livraison de repas a édicté de nouvelles conditions d'engagement éloignées des promesses faites en février. Après la grève et la procédure de conciliation qui avait suivi devant la Chambre genevoise des relations collectives de travail, l'entreprise s'était en effet engagée à augmenter le salaire horaire de 19 à 20,56 francs et à revaloriser l'indemnité pour l'utilisation du véhicule privé fondée sur un forfait de 2 francs l'heure. Début avril, les contrats ont bien été changés en ce sens. Mais, problème, si le forfait pour le véhicule est passé à 3,5 francs, il ne rémunère désormais que les heures effectives de déplacement. Du coup, selon les calculs du syndicat, l'indemnité a été réduite en moyenne de moitié. Un comble à l'heure où le prix à la pompe prend l'ascenseur. Entre l'augmentation du salaire et la baisse du forfait, «les livreurs gagnent à peu près la même chose ou pas beaucoup plus», indique Roman Künzler. Toutefois, comme l'explique le responsable de la branche logistique et transport d'Unia, pour beaucoup de salariés la rémunération est moindre en raison de la diminution des «shifts». L'engagement d'un grand nombre de collaborateurs a en effet réduit ces périodes de travail. S'y ajoutent des horaires moins favorables avec une nouvelle obligation de travailler le week-end.

Unia n'entend pas relâcher la pression sur Smood tant que la société n'adoptera pas des conditions de travail conformes à la loi. Le syndicat encourage les employés à noter scrupuleusement toutes les distances parcourues et à conserver les quittances des stations-services. Cela permettra de faire valoir les montants devant les Prud'hommes avec une possibilité de rattrapage rétroactif sur cinq ans. Les livreurs peuvent prétendre à une indemnité basée sur le coût kilométrique moyen calculé par le TCS, situé autour des 70 centimes le kilomètre. ■

La 5G, écologique ou pas?

Selon les opérateurs de téléphonie mobile, la 5G et la numérisation contribueraient à une transition durable. Un non-sens pour ses opposants

Aline Andrey

«Maintenant climatiquement neutre». C'est Swisscom qui le dit, depuis le lancement de sa campagne fin février. Mais comment un réseau téléphonique peut-il être aussi écologique, alors que ses serveurs nécessitent tant d'énergie et que son fonctionnement est intrinsèquement lié aux smartphones produits grâce à une centaine de matériaux dont une bonne moitié non renouvelables, ainsi que des terres rares dont l'extraction est extrê-

mement polluante? Sans compter la construction de nouvelles antennes 5G, les quelque 200 millions d'appareils connectés rien qu'en Suisse, les box internet, les data-centers, les câbles terrestres et sous-marins... Le numérique n'a rien d'immatériel: rien que la fabrication d'un ordinateur de 2 kg demande 800 kg de matières premières! Et les ouvriers des mines des pays du Sud le savent bien. L'extractivisme pollue, consomme beaucoup d'énergie, engendre la destruction d'écosystèmes, polluent l'air, l'eau et les terres, et est responsable, dans

certain pays, de violences et de déplacements forcés de populations.

MONSTRE ÉNERGIVORE

L'association Stop5G, se référant à l'Agence de transition énergétique française (ADEME), dénonce: «Les technologies de l'information sont en train de devenir un monstre énergivore qui représente 4% des émissions de gaz à effet de serre.» Soit l'équivalent de la flotte mondiale de camion. «Cent millions de tonnes de CO₂ sont rejetées pour le visionnage de films et de séries, soit la consommation annuelle de la Belgique», explique-t-elle. De surcroît «la phase de fabrication s'avère plus énergivore que la phase d'utilisation des objets connectés». Stop5G pointe ainsi le non-sens de prôner la connexion de millions d'objets en même temps que la lutte contre la crise climatique. Swisscom, de son côté, écrit diminuer «autant que possible les émissions de CO₂ lors de la production, du transport et de l'exploitation de ses propres produits, comme les routeurs, ou de l'exploitation du réseau grâce à une énergie 100% renouvelable. Partout où il n'est pas possible de réduire suffisamment les émissions de CO₂ ou pour les produits achetés comme les téléphones portables ou les accessoires, Swisscom compense ses émissions de CO₂ par des projets climatiques.» L'opérateur, par la voix de sa porte-parole, nuance toutefois: «Les produits climatiquement neutres ne résolvent pas tous les défis sociaux ou en-

vironnementaux de la chaîne d'approvisionnement. Il est vrai que les TIC (technologies de l'information et de la communication, *ndlr*) nécessitent des ressources matérielles. C'est pourquoi nous misons sur de vastes programmes d'économie circulaire.» L'opérateur a également mandaté une étude de l'Université de Zurich et de l'EMPA (Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche) pour comparer les technologies 4G et 5G. Celle-ci conclut que «l'empreinte des réseaux 5G concernant les gaz à effet de serre sera inférieure à celle des réseaux 4G, si ceux-ci sont déployés conformément au trafic de données attendu».

EFFETS REBONDS

Se fondant sur cette même étude, l'Association suisse des télécommunications (asut) souligne: «Pour chaque gigaoctet de données, les émissions climatiques sont environ 85% inférieures à celles des réseaux de téléphonie mobile actuels. Et bien que le volume de données croîtra de 650% d'ici à 2030, les émissions climatiques totales de la 5G n'augmenteront que de 11%. (...) La 5G et la numérisation contribuent donc à la réalisation des objectifs climatiques de la Suisse.» Une hérésie pour Olivier Bodenmann, ingénieur électricien EPFL et expert en électrosmog, qui souligne la contradiction: «Comment peut-on dire que la 5G va contribuer à la réalisation des objectifs climatiques de la Suisse alors qu'elle va augmenter encore son empreinte carbone?»

Or, la même étude évoque aussi deux risques, et non des moindres: les effets rebonds, soit une très forte hausse de la demande; et le besoin d'outils d'information et de communication supplémentaires tels «des ordinateurs portables pour le travail flexible, des capteurs, des drones ou des robots pour l'agriculture de précision, dont la fabrication et l'exploitation génèrent des émissions supplémentaires de gaz à effet de serre».

Se référant quant à lui au Haut Conseil pour le climat en France, le conseiller national Vert Raphaël Mahaim précise: «Cet organisme a conclu que la 5G entraînerait une augmentation des transferts de données, et donc de la demande énergétique générant un impact néfaste sur l'environnement. Sans compter l'augmentation du nombre d'appareils.» Quant à la nécessité de la 5G pour l'économie et les emplois? «C'est une vision productiviste, consumériste et commerciale que je ne partage pas. Et je ne suis pas un Robinson Crusoe. Je ne crois pas, comme le disait le maire de Grenoble, qu'on ait besoin de visionner une vidéo porno en HD dans l'ascenseur qui mène à son bureau le matin. La 5G est importante pour la médecine de pointe par exemple. Mais c'est un marché de niche qui ne devrait pas être imposé à tout le monde.» ■



La 5G au cœur de controverses...

OLIVIER VOGELSANG

Cécile Gavlak

Photos Alexis Voelin

Il ne reste que l'os. Ma côtelette d'agneau est terminée, avalée. Un étrange délice. Puisque depuis quelques jours, je côtoie les bêtes qui deviennent cet aliment. Ce sont les bêtes dont s'occupent Marie-Eve et Pierre-Etienne Rault, couple d'éleveurs dans le Morbihan, à Bubry – à peine 3000 habitants. Leur ferme se situe dans un bocage verdoyant. Des parcelles herbagères, une rivière, un peu de blé, un verger, un potager: au total, 25 hectares de terre vallonnée.

Juillet, c'est l'époque de la sélection des agneaux. Le jour de mon arrivée, j'entre dans la bergerie pour assister au tri. Marie-Eve et Pierre-Etienne doivent dans un premier temps choisir les quinze agnelles qui deviendront les futures brebis allaitantes. Les autres seront destinées à la viande. Le couple forme des enclos à l'aide de claies en bois avant de procéder au tri. Toutes les agnelles patientent dans un même espace. De là, un couloir formé par les claies les amènera à un portillon de tri à double direction où elles seront aiguillées une par une. A droite iront celles qu'ils gardent; à gauche, les autres. Au milieu du troupeau, le couple observe la conformation des bêtes, c'est-à-dire leurs formes, et se réfèrent aux lignées généalogiques. Quand ils se décident pour une agnelle, Pierre-Etienne en marque la tête avec un crayon à bestiaux rouge. A garder. Et pour celles qui ne sont pas marquées, je connais le verdict: à manger. Bientôt, je les accompagnerai à l'abattoir, mais là tout de suite, je préfère ne pas y penser. N'anticipons pas.

Un après-midi, après le repas, on discute autour de la cafetière italienne et du gâteau breton de la vaste question de la mise à mort des animaux, inhérente à notre alimentation carnée. Leurs deux voix se répondent, en écho parfois. On revient sur le tri des agnelles, l'intransigeance de ce geste avec le marqueur rouge et leur sentiment de responsabilité, leurs états d'âme. Pierre-Etienne: «Il y a une violence dans notre métier d'éleveurs. Cette violence, elle n'est supportable que s'il y a du sens derrière, que ça s'inscrit dans le système de la ferme. Non? Qu'est-ce que t'en penses, Marie?» Marie-Eve: «Je ne parlerais pas de violence, mais de contrainte. Tu te fabriques une carapace, tu mets de la distance, c'est une protection. Je ne développe rien avec les agneaux, il n'y a pas de lien, pas d'attachement.» Pierre-Etienne a signé un essai sur le sujet: *Végano sceptique – Regard d'un éleveur sur l'utopie végane* (2017, Editions du Dauphin). «Les débats avec les véganes m'ont montré qu'ils connaissaient mal les animaux d'élevage. Mais l'explosion du véganisme dans les années 2010 et les nombreux débats qui allaient avec ont permis quelques questionnements inédits chez les éleveurs. Par contre, je suis convaincu que le véganisme est né et se nourrit de l'industrialisation et qu'il n'aurait plus lieu d'être sans cette industrialisation.»

BERGER, BERGÈRE

Marie-Eve, 39 ans, est née à Béziers; et Pierre-Etienne, 38 ans, à Nantes. Pendant qu'elle entrait à l'Ecole d'ingénieurs de Purpan, à Toulouse (anciennement Ecole supérieure d'agriculture), lui intégrait l'Ecole de la marine marchande à Marseille. Puis, alors qu'il faisait ses premières expériences en mer, elle devenait char-



C'est le tri des agnelles, Pierre-Etienne en désigne une qui lui plaît. Celle-là, ils la garderont. Puis, il passe la main à Marie-Eve: «Vas-y, Marie, choisis. Moi, je vais vouloir les garder toutes.»



N'est-ce pas difficile de se prolétarianiser quand on vient d'un milieu aisé? «C'est encore plus difficile de faire semblant d'appartenir à un modèle auquel... tu ne crois pas», dit Marie-Eve.



Le Granit, la Montagne, la Combe. Sur leur terrain, ils ont créé leur propre géographie, nommé les parcelles pour s'y retrouver. Ici, ils sont au Granit pour un changement de parc des brebis.



Il faut remplir le carnet de notes où les caractéristiques, ainsi que la lignée, de chaque bête du troupeau sont répertoriées.

AU SOUFFLE DU TROUPEAU

Marie-Eve et Pierre-Etienne, néopaysans, élèvent des moutons dans le Morbihan. Ils vivent et travaillent à la ferme, en couple. Entre action et réflexion, ils gardent le cap d'une agriculture modeste, respectueuse, garante de leur autonomie

gée de mission pour une organisation professionnelle agricole en région parisienne, avant d'être happée par l'action. Elle découvrit l'élevage et partit dans une communauté alternative du Jura suisse¹, où elle expérimenta la transhumance, apprit la tannerie. D'errances en expériences agricoles, Marie-Eve et Pierre-Etienne se rencontrèrent dans le Vercors, couple de bergers destiné à travailler ensemble. A la naissance de Suzanne, leur première enfant, Marie-Eve sentit qu'elle avait besoin d'une grotte. Ce serait à Bubry. Ils emménagèrent en 2013, se marièrent et leur fils Josua vint au monde. Pendant longtemps, ils ont touché le

RSA, revenu de solidarité active et, depuis 2020, ils sont parvenus à générer un bénéfice. Leur chiffre d'affaires annuel s'élève aujourd'hui à 53 000 euros. La viande leur rapporte la moitié des recettes; la tannerie et la boulangerie, l'autre moitié.

Le jour que je redoutais est arrivé: la ferme est plongée dans la pénombre matinale, il est 6h30. Marie-Eve et Pierre-Etienne sont en train de charger quatre agneaux dans une remorque. Je monte à bord du multivan avec Marie-Eve, vêtue de ses bottes en caoutchouc et de sa combinaison de travail: la cote vert kaki. On roule avec le chargement vers l'abattoir. Quarante-cinq minutes

plus tard, on entre dans l'enceinte. J'ai la sensation de pénétrer dans une boîte noire. La réputation de ces lieux, dont nous avons une vision déformée, empreinte d'atrocité, de cruauté, colonise malgré moi mon imaginaire.

Marie-Eve nuance le tableau en me parlant à plusieurs reprises de la convivialité de l'équipe, la taille de l'abattoir extrêmement précieuse à ses yeux, du côté humain, incarné, qui fait de la mise à mort un acte ni anonyme ni banal ni pesant. Elle manœuvre son véhicule pour coller la remorque à la bouverie, sorte de salle d'attente pour animaux à l'extérieur du bâtiment. Les employés de l'abattoir apparaissent,

vêtus de leurs bottes, charlottes, tenues chirurgicales qui m'évoquent l'univers de l'hôpital bien plus que celui de la ferme. Marie-Eve décharge elle-même ses quatre bêtes qui continuent à bêler dans la bouverie, à l'air libre, pendant qu'elle va nettoyer son véhicule à la station de lavage un peu plus loin dans l'enceinte. Une étape obligatoire. Je ne suis pas autorisée à en voir plus. On quitte les lieux.

Marie-Eve revient à l'abattoir vers 10h, pour récupérer les peaux de ses agneaux dans un fût en plastique. Considérées comme des déchets (au même titre que les dents, les oreilles ou les viscères), elles encombreraient l'abattoir si personne ne les récupérait. On repart. La route défile et nous voici de retour à la ferme où Marie-Eve part préparer les peaux. Au fur et à mesure, un partage des tâches s'est imposé entre elle et Pierre-Etienne. Lui: la mécanique, l'entretien des espaces extérieurs, le fournil. Elle: la tannerie, le potager, le troupeau – même s'ils prennent à deux les décisions concernant les moutons. Mais dans leur quotidien, il n'y a pas d'emploi du temps. «On suit les injonctions de la nature, dit Marie-Eve. Tout à coup, par exemple, il y a un amoncellement de peaux à tanner. Ou alors, Pierrot voit les fougères, qui sont toxiques pour les moutons, ça le démange et il sort la débroussailleuse.»

Le dernier jour, je descends vers le champ en bord de Sarre, la rivière qui coule non loin de chez eux. Les remous et les reliefs du terrain donnent de la texture à l'eau. Je me sens hors du monde, me laisse bercer. Des papillons jaunes se déploient tout autour. «Maman, j'ai vu neuf poissons! Neuf!» C'est la voix de Suzanne qui a plongé la tête sous l'eau avec ses lunettes de natation. Elle, du haut de ses 8 ans, voudrait devenir maraîchère. ■

Reportage réalisé du 28 juin et le 18 juillet 2021 à Bubry (Morbihan, France). Cet article est la version condensée d'un reportage de 32 pages, réalisé pour *Ici Bazar*, revue qui explore un autre monde du travail, plus humain. Informations et abonnements sur: icibazar.com

¹ *Le printemps de Claudia*, émission *Passe-moi les jumelles*, RTS, 2016. On y découvre Claudia, qui a formé Marie-Eve à la tannerie, à Soubey, dans le Jura suisse. Claudia évoque l'enjeu de l'équilibre à trouver lorsqu'on travaille en couple, parle de son rapport à la nature.



Josua et Suzanne participent parfois aux travaux de la ferme. C'est pour l'instant plus un jeu, après l'école.



Il faut peser les agneaux régulièrement. Pour être amenés à l'abattoir, ils doivent atteindre 40-42 kg.



Officier dans la marine marchande: l'école qu'a suivie Pierre-Etienne fut exigeante. Il a eu son diplôme au prix de beaucoup de douleur, dit-il, pour intégrer les connaissances. Il a besoin de tenter, d'essayer, de défier la théorie.



Les peaux sont étirées avec une machine puissante: le palisson inversé.